Copie pour impression
Réception au contrôle de légalité le 16/12/2024 à 16h09
Réference de l'AR : 054-200043693-20241125-2024_059-DE
Affiché le 16/12/2024 ; Certifié exécutoire le 16/12/2024

Procès-verbal du Conseil communautaire du 26 SEPTEMBRE 2024

Convoqué le 20 SEPTEMBRE, Salle polyvalente DE VILLERS LA CHEVRE, le Conseil Communautaire s'est réuni sous la présidence de Jean-Pierre JACQUE le 26 SEPTEMBRE à 18H
La feuille de présence est vérifiée pour décompter exactement le nombre de conseillers titulaires ou suppléants présents ainsi que les procurations.

Titulaires présents dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)*

ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	**MARIEMBERG**	JEAN FRANCOIS
BASLIEUX	**MULDER**	DANIEL
BAZAILLES	**MOSCATO**	PASCAL
BEUVEILLE		
BEUVEILLE		
BOISMONT		
CHARENCY-VEZIN		
COLMEY-FLABEUVILLE		
DONCOURT-LES-LONGUYON	**GEORGES**	DIDIER
EPIEZ-SUR-CHIERS	**WEISS**	James
FRESNOIS-LA-MONTAGNE	**THOMAS**	Jean Luc
GRAND-FAILLY	**BIANCHI**	Ghislain
HAN-DEVANT-PIERREPONT	**THOMAS**	Jeremy
LONGUYON	**JACQUE**	JEAN PIERRE
LONGUYON	**PERCHERON**	Caroline
LONGUYON	**LAHURE**	ERIC
LONGUYON	**SAILLET**	JOSETTE
LONGUYON		
LONGUYON	**FOULON**	NATHALIE
LONGUYON	**POLLRATZKY**	Marc
LONGUYON	**PIEDFER**	DOMINIQUE
LONGUYON		
LONGUYON	**LECOINTRE**	CHRISTOPHE
LONGUYON		
LONGUYON	**BORASO**	Michèle
LONGUYON	**BIZOT**	HERVE
LONGUYON	**PAQUIN**	GUY
LONGUYON		
LONGUYON		
MONTIGNY-SUR-CHIERS		
OTHE		

PETIT-FAILLY		
PIERREPONT	**MOINEAUX**	JAMES
PIERREPONT	**FAIETA**	MICHEL
SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	**SIROT**	ALAIN
SAINT-PANCRE	**SAUNIER**	René
SAINT-SUPPLET	**JENNESSON**	REMY
TELLANCOURT	**ROESER**	DANIEL
VILLE-AU-MONTOIS	**DEMUTH**	JEAN PIERRE
VILLE-HOUDLEMONT	**VERRON**	LAURENT
VILLERS-LA-CHEVRE		
VILLERS-LE-ROND	**GILLARDIN**	Eric
VILLETTE		
VIVIERS-SUR-CHIERS	**HEIL**	ELISABETH

Suppléants présents dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)*:
ROUYER G (COLMEY)- GOFFARD B (VILLERS LA CHEVRE)

Les titulaires absents ayant donné procuration dans l'ordre de la feuille de présence *(Par commune et par ordre alphabétique)* **: AZZARA JF (BEUVEILLE) à THOMAS J - GUILLIN P (BEUVEILLE) à MOINEAUX J (PIERREPONT)– GRETHEN P (CHARENCY) à WEISS J (EPIEZ)- PIERRET JJ (MONTIGNY SUR CHIERS) à JACQUE JP (LONGUYON)- WOJCIK JL (LONGUYON) à PIEDFER D (LONGUYON)- TROMBINI AM (LONGUYON) à BORASO M (LONGUYON) – HOUSSON L (LONGUYON) à FOULON N (LONGUYON)**

Ci-dessous le tableau récapitulatif et la liste détaillée des présences :

Récapitulatif		
Rappel du nombre de sièges	**44**	
Quorum	**23**	
Nombre de titulaires présents	**29**	
Nombre de suppléants présents *(en lieu et place d'un titulaire)*	**2**	
Nombre de procurations	**7**	
Soit un total de votants potentiels de	**38**	

Présentation Cabinet INDIGO- AMO marché collecte OM et déchetterie

Le Président constate que le quorum est atteint.

Le Conseil débute à 18h30

1- Election du secrétaire de séance

Le secrétaire de séance est désigné au début de chacune des séances du Conseil Communautaire (Art L2121-15 CGCT)

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A l'unanimité,
Désigne, C PERCHERON, secrétaire de séance

2- Procès-verbal du conseil communautaire du 20 08 2024 ANNEXE 1 DEL 24 07 01

Vous trouverez en annexe le projet de procès-verbal
La rédaction définitive est ratifiée en séance le 26 09 2024
G BIANCHI : dans les questions diverses, j'avais fait une remarque au VP qui avait dit qu' « on le saoulait » à l'époque et que ce genre de réfléxion était bizarre car nous sommes une instance de débat.

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
AVEC 37 POUR 1 CONTRE (G BIANCHI)
DECIDE de valider le procès-verbal de la séance du 20 08 2024

3- Demande de Subvention. Fanfare de Pierrepont. Festival de Musique DEL 24 07 02

Présentation J WEISS

La présidence de la « Fanfare de Pierrepont » sollicite la CCT2L pour l'obtention d'une subvention pour l'organisation de son Festival de musique.
Vous trouverez ci-dessous le courrier de sollicitation :

« La fanfare de Pierrepont est née en 1876, nous fêterons nos 150 ans d'existence dans deux ans.
Depuis sa création notre association a pour principe d'organiser beaucoup de manifestations qu'elles soient musicales ou non tout au long de l'année.
L'épisode Covid qui a touché tout le monde nous a fait du tort, privé de tout rassemblement culturel ou convivial pendant un certain temps, notre Fanfare était en sommeil.
Nous avons tenu bon et c'est avec une grande détermination que nous avons réussi à sortir de cet épisode compliqué, et tout fait pour que notre association musicale revive à nouveau.
Tous les ans la Fanfare de Pierrepont organise une brocante et tous les deux ans s'y greffe un festival de Musique.
Cette année nous organisons donc notre premier Festival de Musique et brocante post covid, c'est dire si cela a de l'importance. Cette journée festive est attendue de tous.
Ce Festival permet de réunir des musiciens d'univers divers et variés, souvent prêt à faire plusieurs centaines de kilomètres pour se retrouver ou se découvrir.
La brocante quand a elle attire de nombreux exposants et visiteurs chaque année. Pour atteindre un nombre important de visiteurs nous avons fait le choix de gratuité aussi bien pour les exposants que pour les entrées au Festival de Musique et sur la brocante.
Ces animations annuelles font vivre nos petits villages et permettent à de nombreuses

personnes d'avoir accès au divertissement et à la culture.
En espérant avoir retenu votre attention sur l'importance de continuer à organiser différentes manifestations, je me tiens à votre disposition ».

L'association joint à sa demande son budget prévisionnel :

Recettes		Dépenses	
Recettes Journée	2000,00€	Affiches et flyers	500,00 €
Subvention Commune	500,00 €	Divers Groupes et Fanfares	3000,00 €
Subvention T2L	1500,00 €	Matériels et divers fournitures	500,00 €
CCP Fanfare de Pierrepont	1000,00 €	Repas et vin d'honneur	1000,00 €
TOTAL	**5000,00 €**	**TOTAL**	**5000,00 €**

L'association sollicite une subvention à hauteur de 1500€.

G BIANCHI : je voudrais faire une remarque. Je redemande une énième fois. Quelles sont les clés de répartition ? car tout le monde n'a pas les mêmes choses. Mais je trouve très bien cette attribution du Conseil

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
AVEC 37 POUR 1 NON PARTICIPATION AU VOTE (MOINEAUX J)
DECIDE d'attribuer une subvention d'un montant de 1500€ à la Fanfare de Pierrepont pour l'organisation de son festival 2024

4- <u>Demande de Subvention- Fort de Fermont- mise hors d'eau</u>- ANNEXE 2 <u>DEL 24 07 03</u>

Le président du Fort de Fermont sollicite la CCT2L pour l'obtention d'une subvention pour une mise hors d'eau de son musée.
Vous trouverez en annexe le dossier de demande de subvention.
L'association sollicite une subvention à hauteur de 4000€.

Présentation R SAUNIER : il s'agit d'une demande de subvention pour la mise hors d'eau

du musée extérieur. La fréquentation est en hausse . Il demande 20% ;
JP Jacque : non 40%
J WEISS : on propose 2000-2500€ max. c'est un élément touristique majeur du territoire
D ROESER : c'est l'élément principal pour le tourisme
J WEISS : que l'on devrait traiter tous de la même façon
JF MARIEMBERG : on devrait avoir un plan de financement
J WEISS : il est en annexe 2
JP JACQUE : je propose 2500€ et à revoir après le bilan comptable
J WEISS : c'est également une solution. On ne peut pas aller au-delà de tout car comme pour la crèche, on donnait une subvention alors que les comptes étaient plus que positifs
J MOINEAUX : c'était automatique

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A L'unanimité
DECIDE d'attribuer une subvention d'un montant de 2500€ à l'AAOFM

5- <u>Demande de subvention TELLOJE</u> DEL 24 07 04

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, T2L souhaite développer des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès et de maintien à un logement.

Depuis plusieurs années, l'association **TELLOJE** a développé un savoir-faire dans ce domaine et T2L a souhaité développer un partenariat visant à améliorer l'accès des jeunes à un logement.

L'association s'est fixée comme objectifs de mettre en place sur le territoire T2L:

- un accueil, une information et une orientation des jeunes vers l'accès ou le maintien dans le logement,
- un accompagnement personnalisé dans les démarches administratives, financières et sociales,
- une prospection locative en captant et en développant une offre adaptée au public concerné. Il s'agit de développer des solutions de logement temporaire ou de courte durée dédié aux jeunes en mobilité (les apprentis, les jeunes travailleurs, les stagiaires…) ainsi que des nouvelles formes d'habitat (colocation, logement intergénérationnel, chambre chez l'habitant…).
- une médiation locative en facilitant les relations entre bailleurs et demandeurs,
- une expertise sur la question du logement des jeunes en observant l'offre et la demande, en étant force de proposition sur des dispositifs à mettre en place et les évolutions à envisager,
- un réseau d'acteurs locaux intéressés à la question du logement des jeunes.

Les actions s'adressent à tous les jeunes de 18 à 30 ans du territoire, quelle que soit leur situation familiale, sans distinction de sexe ou de statut social, qu'ils soient étudiants, en formation, demandeurs d'emploi ou salariés.

La participation de la T2L s'élève depuis 4 ans à 2000 € par an.

La convention en cours a été établie pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 30 AOUT 2026.

L'association est venue présenter son bilan 2023 et préciser ses modalités de fonctionnement. Telloje est partenaires des 4 communautés de communes du Pays haut et des bailleurs sociaux MMH, BATIGERE, VIVEST, NEOLIA ou encore OHS. En 2023, 24 jeunes du territoire T2L ont été accompagnés, dont 14 ont été relogés, 59 RDV et 80

contacts ont été pris.

Les jeunes aidés sont originaires de
Longuyon : 16
Pierrepont : 2
Charency-vezin : 2
Beuveille : 2
Marville : 1
Bar-le Duc : 1

Lieu de relogement / typologie et bailleur :
- Couple : T3 BATIGERE - LONGUYON
- Célibataire : T2 BATIGERE - PIERREPONT
- Célibataire : Privé T1
- Couple : T3 VILOGIA - LONGLAVILLE
- Célibataire : Studio Privé - LONGUYON
- Couple : Privé T2- MERCY LE BAS
- Célibataire : T2 BATIGERE - LONGWY
- Couple : Privé T5 - BILLY SOUS MANGIENNES
- Célibataire : T3 BATIGERE - HAUCOURT
- Couple : T4 LONGWY - BATIGERE

Âge et situation familiale des personnes relogées :
- 1 personne vit en concubinage, 21 ans - 1 enfant
- 1 personne vit en concubinage, 25 ans - 1 enfant
- 1 personne célibataire, sans enfant - 26 ans
- 1 personne célibataire, sans enfant - 23 ans
- 1 personne vit en concubinage, enceinte - 20 ans
- 1 personne vit en concubinage, enfant à venir - 22 ans
- 1 personne célibataire, sans enfant - 22 ans
- 1 personne vit en concubinage, sans enfant - 19 ans
- 1 personne vit en concubinage, sans enfant - 19 ans
- 1 personne célibataire, sans enfant - 20 ans
- 1 personne mariée, 3 enfants - 25 ans
- 1 personne mariée 3 enfants 29 ans
- 1 personne célibataire, 1 enfant - 22 ans
- 1 personne vit en concubinage, enceinte - 20 ans

Les accompagnements concernent des dossiers de surendettement, d'entretien du logement, de logement non décent, d'expulsions, ou encore de protection de l'enfance. En raison de cet accroissement du besoin, les charges de l'association ont augmenté et elle se trouve déficitaire de 1700€ sur le territoire de T2L en 2023

Elle sollicite à nouveau la T2L afin d'obtenir un complément de subvention.

Présentation JP JACQUE et J WEISS
Il y a besoin de couvrir un déficit
D ROESER : l'action s'adresse à tous les jeunes du territoire or, il y a 2 jeunes de Bar le Duc et Marville
JP JACQUE : ce sont des jeunes issus de ces secteurs mais qui sont logés maintenant sur le territoire
G BIANCHI : Est-ce que ces jeunes en difficulté sont en situation d'emploi ?

J WEISS : TELLOJE suit les jeunes en difficulté financière, en emploi ou sans emploi, et dispense un suivi complémentaire de la mission locale
E GILLARDIN : on aurait dû leur demander de venir présenter leur demande
J WEISS : on vous propose 2000€ car ils ont un déficit de 1700€ sur notre secteur
E GILLARDIN : on ne peut pas donner à tout le monde tout le temps
G BIANCHI : Le déficit est sur notre secteur ?
J WEISS : oui sur tout notre secteur
J SAILLET : il faudrait avoir tout le détail
JP JACQUE : on leur demandera

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A L'UNANIMITE
AVEC 34 POUR 4 ABSTENTION (JF MARIEMBERG- E HEIL- L VERRON- JP DEMUTH)
DECIDE d'accorder un complément de subvention d'un montant de 2000€ / année 2024-2025- à l'association TELLOJE

6- Répartition dérogatoire du FPIC DEL 24 07 05

Conformément aux orientations fixées par le Parlement en 2011 en loi de finances initiale (article 125), il a été créé un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal, par l'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012.
Ce mécanisme de péréquation, appelé fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), qui est désormais en place depuis 2012, consiste à prélever une partie des ressources de certains EPCI et communes, afin de les reverser à des EPCI et communes moins favorisés.
Les prélèvements et les reversements pour chaque ensemble intercommunal constitué d'un EPCI et de ses communes membres au 1er janvier de l'année de répartition, ainsi que pour chaque commune isolée, ont été mis en ligne sur le site internet de la DGCL début Juillet 2024.
Le détail de la répartition dite de droit commun du prélèvement et/ou du reversement entre l'EPCI et ses communes membres a été communiqué fin juin aux services préfectoraux.
La répartition de droit commun a été réalisée selon les dispositions des articles L.2336-3 et L.2336-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT). **Toutefois, par dérogation, l'organe délibérant de l'EPCI peut procéder à une répartition alternative du prélèvement ou du reversement dans un délai de deux mois à compter de la réception des documents contenant les informations financières.**

À ce titre, trois modes de répartition sont possibles :

1.- **En conservant la répartition de droit commun** dont le détail figure sur les fiches d'information qui ont été transmises aux EPCI et qui sont également disponibles sur le site Internet de la préfecture sous la rubrique dédiée. Dans cette hypothèse, il suffit à l'EPCI concerné de **retourner cette fiche en préfecture**, en recopiant le montant de la répartition de droit commun qui y est déjà indiqué, dans la colonne intitulée « montants définitifs ». Même si aucune délibération n'est exigée dans ce cas de figure, **il est nécessaire de retourner en préfecture le tableau signé et rempli par l'EPCI.**

2.- En optant pour une **répartition dérogatoire** à la majorité des 2/3 de l'organe délibérant de l'EPCI dans un délai de deux mois. Dans ce cas, le prélèvement et/ou le reversement sont dans un premier temps répartis entre l'EPCI d'une part et ses communes membres d'autre part, librement mais sans pouvoir s'écarter de plus de 30 % du montant de droit commun.

Dans un second temps, la répartition du FPIC entre les communes membres peut être établie **en fonction au minimum des trois critères précisés par la loi**, à savoir leur population, l'écart entre le revenu par habitant de ces communes et le revenu moyen par habitant de l'ensemble intercommunal, et de leur potentiel fiscal ou financier par habitant (ou de l'insuffisance de potentiel fiscal/financier s'il s'agit d'un reversement), au regard du potentiel fiscal ou financier moyen par habitant sur le territoire de l'EPCI, ainsi que d'autres critères de ressources et de charges qui peuvent être choisis par le conseil communautaire. Le choix de la pondération de ces critères appartient aux groupements, en sachant toutefois que ces modalités ne peuvent en aucun cas avoir pour effet ni de majorer de plus de 30 % la contribution d'une commune ni de minorer de plus de 30 % son attribution, par rapport à celles calculées selon le droit commun.

3.- En optant pour une **répartition dérogatoire libre**. Un tel choix exige de la part du groupement que le conseil communautaire définisse la nouvelle répartition du prélèvement ou du reversement, suivant des critères qui lui sont propres et aucune règle particulière n'est prescrite. Cependant, pour pouvoir utiliser cette option, l'organe délibérant de l'EPCI dispose de deux solutions :
– soit il délibère à l'unanimité dans le délai de deux mois suivant la notification du prélèvement ou du reversement,
– soit il délibère à la majorité des deux tiers dans ce même délai avec approbation des conseils municipaux dans un délai de deux mois suivant la délibération de l'EPCI. À défaut de délibération dans ce délai, ils sont réputés l'avoir approuvée.

Pour l'année 2024, La T2L bénéficie de 200 000€ de bases supplémentaires, d'une augmentation de son effort fiscal moyen, et d'un revenu moyen par habitant à la hausse.
L'effort fiscal agrégé national est en baisse et le CIF de T2L passe de 0,50 à 0,398.
En 2023, le FPIC pour la part T2L était de 201 946€ contre 156 777€ en 2024, soit – 45 169€
Pour les communes, il était de 200 686€, contre 236 813€ en 2024 soit + 36 127€
La taxation FPU permettra l'an prochain au CIF d'augmenter. Et par conséquent d'augmenter les reversements.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'opter pour une dérogation de répartition à 15% du droit commun (qui correspond aux répartitions 2023), ce qui permettrait à la T2L de constituer un fonds de solidarité d'un montant de 35 526€ la première année .
Ce fond permettrait par plafond de 3000€ aux communes de la T2L de disposer de ce montant pour un projet concernant 3 thématiques partagées par toutes les communes : La Culture et le Patrimoine, L'Energie, Développement Durable et Environnement, et la Santé.
La décision d'attribuer le fond reposera sur le Conseil Communautaire.

Nom commune	Part commune Solde de droit commun 2023	Part commune Solde de droit commun 2024	Part communes derogatoire 30% 2024	Part communes derogatoire 15% 2024
ALLONDRELLE-LA-MALMAISON	10 152	11 443	8 010	9 726
BASLIEUX	7 749	9 045	6 332	7 688
BAZAILLES	1 740	2 199	1 539	1 869
BEUVEILLE	13 022	15 179	10 625	12 902
BOISMONT	5 543	6 798	4 759	5 778
CHARENCY-VEZIN	9 503	11 272	7 890	9 581
COLMEY	4 578	5 119	3 583	4 351
DONCOURT-LES-LONGUYON	2 800	3 476	2 433	2 955
EPIEZ-SUR-CHIERS	3 432	4 048	2 834	3 441
FRESNOIS-LA-MONTAGNE	6 312	7 491	5 244	6 367
GRAND-FAILLY	5 880	7 161	5 013	6 087

LONGUYON	52 984	63 098	44 169	53 633
MONTIGNY-SUR-CHIERS	5 507	6 406	4 484	5 445
OTHE	650	657	460	558
PETIT-FAILLY	1 567	1 926	1 348	1 637
PIERREPONT	11 665	13 491	9 444	11 467
SAINT-JEAN-LES-LONGUYON	7 386	8 559	5 991	7 275
SAINT-PANCRE	3 849	4 743	3 320	4 031
SAINT-SUPPLET	2 534	2 825	1 978	2 401
TELLANCOURT	8 680	10 444	7 311	8 877
VILLE-AU-MONTOIS	4 582	4 749	3 324	4 037
VILLE-HOUDLEMONT	9 868	12 201	8 541	10 371
VILLERS-LA-CHEVRE	6 919	8 385	5 870	7 127
VILLERS-LE-ROND	2 076	2 329	1 630	1 980
VILLETTE	2 998	3 613	2 529	3 071
VIVIERS-SUR-CHIERS	6 166	7 170	5 019	6 094
HAN DEVANT PIERREPONT	2 544	2 986	2 090	2 538

			-47 033	-35 526
Nom EPCI	**Part EPCI Solde de droit commun 2023**	**Part EPCI Solde de droit commun 2024**	**Part EPCI derogatoire 30% 2024**	**Part EPCI derogatoire 15% 2024**
CC TERRE LORRAINE DU LONGUYONNAIS	201 946	156 777	203 810	192 303
	Part communes Solde de droit commun 2023	**Part communes Solde de droit commun 2024**	**Part communes derogatoire 30% 2024**	**Part communes derogatoire 15% 2024**
CC TERRE LORRAINE DU LONGUYONNAIS	200 686	236 813	189 780	201 287

Il appartiendra au Conseil d'adopter :

- **Une répartition dérogatoire du droit commun à 15% du montant du FPIC telle que fait apparaître le tableau ci-dessus**
- **La constitution d'un fonds de solidarité constitué par les 15% dérogatoires de FPIC**
- **Les conditions d'éligibilité à ce fonds :**
    - **Un projet communal reposant sur l'un de ces 3 axes :** La Culture et le Patrimoine, L'Energie, Développement Durable et Environnement, et la Santé.
    1. **Un montant de 3000€ par projet / par commune**
- **Une attribution décidée par le Conseil Communautaire**

Présentation J WEISS
La CCT2L perd 45 000€ ; en contrepartie, les communes ont été bonifiées. Sur la colonne du tableau de la Préfecture, pour 2024, nous avons baisser la TEOM, notre revenu par habitant augmente et résultat la CCT2L perd 45000€.

D ROESER : c'est peut-être parce que les communes sont plus sages
J MOINEAUX : ce n'est pas tout à fait vrai car Pierrepont est à peine arrivée à hauteur de 2022. On ne gagne rien en fait.
J WEISS : quand on a parlé de la FPU, il y a eu par Ecofinance la promesse que la DGF allait augmenter dans 2 ans. Vous avez proposé un fonds de solidarité cette augmentation. Je propose la même chose avec la dérogation du FPIC, que les communes bénéficient de la dérogation pour améliorer leur situation. Et cela permettrait d'alimenter ce fonds à hauteur des 36 000€. On propose 15% pour que les communes ne soient pas pénalisées par rapport à 2023. Dès lors que la DGF augmentera, la T2L abondera. Ma proposition est de faire cette répartition cette année et de revoir l'an prochain. C'est à vous de prendre les décisions.
J MOINEAUX : une commune pourrait faire une demande de 3000€. A quelle hauteur d'un projet ? 11 projets de 3000e, si on part sur 2 ans. Quelles communes ne pourraient pas y prétendre ?
J WEISS : aucune commune ne pourrait pas y prétendre
J MOINEAUX : mais si. 36 000€ avec 3000e , cela ne fait que 11 communes.
J WEISS : tout dépend de l'abondement de la T2L
J MOINEAUX : et si en 2025 on descend encore, est ce que tu redonnes aux communes ce qu'elles vont perdre ?
J WEISS : en 2026, vous aurez un nouveau ministre des finances. Je vous proposerai la même chose, il y a une remise en cause tous les ans
J MOINEAUX : sur 2025, si les 27 communes demandent, qui va décider ?
J WEISS : on a déjà les priorités
JP JACQUE : ce sera le conseil communautaire qui décidera
J WEISS : en fonction des projets
E GILLARDIN : en fonction des critères d'attribution
J WEISS : si on recommence la même discussion que l'an dernier, ce n'est même pas la peine de voter. Comment voulez-vous qu'on mette des critères nous sans vous consulter et sans qu'il existe une véritable réalité juridique de ce fonds
D ROESER : Vous nous demandez de voter alors qu'on ne connais pas les critères .on n'est pas opposé mais la présentation n'est pas claire. On n'a pas été associés à la définition des 3 axes, notamment la culture, je ne sais pas ce qu'elle vient faire là car c'est la communauté de communes qui est compétente,
J WEISS : c'est pour vos petites manifestations culturelles
G BIANCHI : Je n'ai pas l'impression que l'on revienne en arrière. On est au stade des questions. Comment ça va se passer pour les années suivantes ? Quelles bases de critères, qui va déterminer ces critères, est ce qu'on va créer une nouvelle commission, comment sont répartis les axes principaux ? On n'est pas contre, on pose les choses et on discute, on dit comment se fera le financement, après les gens votent comme un seul homme.
J WEISS : on refera le point lors de la prochaine réunion des maires
JP JACQUE : les critères seront à définir à la réunion des maires
E GILLARDIN : 3000e c'est pas grand-chose
J WEISS : A l'heure actuelle, c'est juste pour lancer ce fonds
G BIANCHI : on veut juste savoir ce qui va se passer
J WEISS : cela peut être également un besoin urgent, lorsque vous n'avez pas le temps d'aller chercher des subventions auprès du CD54 par exemple, une chaudière qui tombe en panne
G BIANCHI : voilà un critère intéressant. Il faut qu'on les pose, c'est tout ce qu'on demande
J WEISS : alors posons les à la réunion des maires
G BIANCHI : pourquoi pas
J MOINEAUX ; il faudrait un projet commun pour les 27 communes au lieu de dispatcher par ci par là
JP JACQUE : ce fonds n'est pas fait pour des projets communs
J MOINEAUX : comme par exemple le broyeur

JP JACQUE : c'est dans le budget de la T2L
J MOINEAUX : alors dans le cadre d'une compétence que la T2L n'a pas
JP JACQUE : ce fonds est fait pour des projets de villages à redistribuer aux villages
J WEISS ; au départ on parlait d'un fonds de 150000€, avec 50% pour la T2L et 50% par les communes
D ROESER : on peut fixer le cadre à une réunion des maires puis revoir le point à un autre conseil communautaire
JP JACQUE : on doit constituer ce fonds ; c'est vous qui déterminez les critères
J MOINEAUX : non, c'est nous tous
JP JACQUE : c'est un problème de confiance
J MOINEAUX : c'est comme si on donnait un chèque en blanc
JP JACQUE : c'est vous qui déterminerez les critères
J MOINEAUX : les axes proposés ne sont pas mauvais mais
D ROESER : qui a déterminé les axes ?
JP JACQUE : vous vouliez des critères vous en avez et çà ne vous va encore pas. Vous les reverrez ces critères
J MOINEAUX : c'est plus le règlement, le mode d'attribution
R SAUNIER : on installe le fonds et ensuite on revoit tous ensemble les critères
JP JACQUE : nous avons des délais réglementaires, il faut renvoyer le vote avant le 18 octobre. Vous ne prenez aucun risque
D ROESER : vous auriez pu avoir l'unanimité et pas devoir repartir devant les conseils municipaux.

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
AVEC 29 POUR 5 CONTRE (A SIROT- J MOINEAUX+P GUILIN-D ROESER- JL THOMAS) 4 ABSTENTION (G BIANCHI- E HEIL- JF MARIEMBERG- B GOFFARD)

DECIDE d'adopter :

- **Une répartition dérogatoire du droit commun à 15% du montant du FPIC telle que fait apparaître le tableau ci-dessus**
- **La constitution d'un fonds de solidarité constitué par les 15% dérogatoires de FPIC**
- **Les conditions d'éligibilité à ce fonds :**
    - **Un projet communal reposant sur l'un de ces 3 axes :** La Culture et le Patrimoine, L'Energie, Développement Durable et Environnement, et la Santé.
    2. **Un montant de 3000€ par projet / par commune**
- **Une attribution décidée par le Conseil Communautaire**

7- Convention OPAH-RU –CCT2L- DEPARTEMENT- REGION Annexe 3 DEL 24 07 06

La commune de Longuyon, retenue au titre du dispositif national « Petites Villes de Demain », et la CCT2L ont signé, avec l'Etat, le Conseil Départemental de Meurthe et Moselle et la Région Grand Est, une convention d'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) le 3 novembre 2023.

Cette Opération de Revitalisation du Territoire a initié une OPAH RU, dont la commune et la communauté de communes Terre Lorraine du Longuyonnais est en phase de finalisation.

Cette OPAH RU comprend différents volets d'actions, notamment un volet d'actions pour l'habitat vacant très dégradé, des opérations de ravalements de façades à destination des particuliers mais également des commerces.

Pour réaliser cette OPAH-RU une convention entre les différents partenaires doit déterminer les enjeux et les moyens d'actions qui seront mobilisés par les différentes institutions parties prenantes.
Vous disposez en annexe de la convention dans sa version 5.

Cette convention est en cours de validation (déjà validée par l'Assemblée délibérante de la Région Grand-Est et en attente de celle du CD54)

Parties prenantes : La Communauté de Communes Terre Lorraine du Longuyonnais, maître d'ouvrage de l'opération, l'État, l'Agence nationale de l'habitat, Le Département de Meurthe-et-Moselle, La Région Grand Est, et La Ville de Longuyon.
Globalement, l'OPAH-RU visera à promouvoir, dans le cadre des politiques nationales de lutte contre les exclusions et l'insalubrité, et de l'action en faveur du droit au logement :

- Le traitement de l'habitat indigne, et d'une manière plus générale, la résorption de l'habitat vacant très dégradé ;
- La mixité sociale, à travers la production d'une offre nouvelle de logements locatifs réhabilités et bénéficiant d'un niveau de loyer maitrisé, grâce au conventionnement intermédiaire (Loc1), social (Loc2), ou très social (Loc3) ;
- Le soutien aux copropriétés fragiles, dégradées ou en difficultés, avec notamment la prise en compte des besoins en travaux de sécurité, de salubrité, d'accessibilité ou d'amélioration énergétique ;
- Le traitement de la maîtrise de l'énergie et de la précarité énergétique par :
  - Un repérage continu des situations de précarité et des logements énergivores ;
  - Une information appropriée des ménages, des propriétaires et des professionnels ;
  - Une évaluation énergétique des logements avant et après travaux ;
  - Un accompagnement des porteurs de projets et une assistance aux travaux.
- Une meilleure qualité architecturale et urbaine, en offrant aux particuliers une assistance personnalisée, visant à :
  - Leur rappeler les réglementations en matière d'urbanisme et les normes en vigueur ;
  - Leur apporter des conseils d'ordre technique en fonction des souhaits formulés et des difficultés rencontrées par les projets de réhabilitation ;
  - Leur proposer les solutions les mieux adaptées à la configuration et la nature du bâti.
- Une adaptation des programmes aux besoins du marché du logement :
  - En améliorant les logements de propriétaires occupants à faibles ressources, en particulier par la réalisation de travaux d'économies d'énergie ;
  - En favorisant le maintien à domicile des personnes âgées, par l'amélioration et l'adaptation de leur logement (travaux d'adaptation au vieillissement et au handicap) ;
  - En développant l'offre locative avec des logements de bon rapport qualité/prix, respectant les critères du logement décent, et adaptés aux besoins locaux.

D'une manière générale, l'OPAH-RU visera à promouvoir un niveau de qualité des logements améliorés, compétitif par rapport à la construction neuve, ainsi qu'à favoriser une réutilisation durable du bâti ancien. Par ailleurs, elle assurera le maintien de la population et facilitera l'accueil de nouveaux ménages afin de promouvoir une véritable politique de mixité sociale.

La procédure de l'OPAH-RU s'inscrit :

- Dans le cadre de la politique globale de développement local menée par la Communauté de Communes Terre Lorraine du Longuyonnais,
- Dans le projet de redynamisation du bourg-centre de Longuyon, formalisé dans la convention d'ORT signée le 3 Novembre 2023.

Cette opération repose sur des moyens incitatifs, complétés par des dispositifs d'accompagnement et d'ingénierie particuliers, liés à la nécessité de renforcer différents volets d'actions.

L'ensemble de ces outils et moyens est développé dans le présent article, à travers ses différents volets thématiques.
La présente OPAH-RU s'inscrit comme un volet d'actions de l'ORT portant sur le centre-ville de Longuyon, afin de créer une dynamique globale de reconquête du patrimoine ancien et de traitement des espaces publics et de l'attractivité urbaine.

En complément des aides de l'Anah en faveur des bailleurs conventionnant leurs logements avec travaux, l'OPAH-RU permettra également d'informer tout propriétaire sur le dispositif de conventionnement sans travaux.

Descriptif du dispositif : afin de renforcer l'offre à loyer maîtrisé dans le parc locatif privé, le conventionnement Anah sans travaux permet aux propriétaires privés qui s'engagent à louer leurs logements en respectant certains plafonds de loyers et de ressources des locataires, de bénéficier d'avantages fiscaux et potentiellement d'aides à la gestion locative (intermédiation locative). La mission confiée à l'opérateur de l'OPAH-RU comprendra :

- La préparation et la diffusion de supports d'informations sur le conventionnement sans travaux auprès des notaires, agences immobilières locales et de l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers (UNPI) ;
- L'information des propriétaires bailleurs sur le conventionnement sans travaux, par tous les supports de communication prévus pour assurer la promotion générale de l'OPAH : articles de presse, bulletins communautaires, flyers, réunions publiques, réunions Bail Rénov', …
- L'audit technique des logements concernés par le dispositif, visant à vérifier les conditions de salubrité et de sécurité des logements et assurer qu'ils répondent aux normes de décence en vigueur. Un rapport de visite sera communiqué à l'Anah pour attester du bon état général du logement et de conditions d'habitabilité satisfaisantes ;
- Le montage administratif des dossiers de conventionnement sans travaux.

La présente convention est conclue pour une durée de **cinq années** à compter de la date de signature par le Conseil Départemental.

Elle portera ses effets sur les demandes de subventions déposées auprès des services de l'Anah à compter de la date de signature apposée par le dernier signataire de la présente convention.

Au terme de cette convention, les demandes de subventions auprès de l'Anah seront instruites selon la réglementation générale.

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A L'UNANIMITE

DECIDE d'autoriser le Président à signer la convention d'OPAH RU

8- Acceptation Recettes : assainissement - syndicat DONCOURT BASLIEUX
DEL 24 07 07

Dans le cadre du transfert du Syndicat Doncourt Baslieux, le compte 4557, qui retrace le reversement aux budgets cibles de l'Assainissement, n'est pas soldé. 7 573.50€ (de 2015 lorsque T2L était membre) sont encore inscrits sur les comptes.

Monsieur BLUM, trésorier, propose de verser les fonds à la T2L.

La T2L devra régulariser par un titre "exceptionnel", type 75888.

La somme figure au P503 de la T2L. Il faudra titrer la somme en y joignant la délibération prévue.

Cette somme vient du Syndicat Doncourt Baslieux, qui a cessé en 2022.

Le Conseil Communautaire,
Après avoir délibéré
A L'UNANIMITE
DECIDE d'autoriser l'émission d'un titre et d'accepter la somme de 7 573.50€.

DIVERS

- **CLECT**

J WEISS : suite à la réunion du 5 septembre
J SAILLET : c'est quoi la CLECT ?
J WEISS : c'est la commission d'évaluation des charges transférées. Elle a pour mission d'évaluer les transferts de charge et d'imputer après le vote du Conseil ces charges sur la AC. Par exemple, le SMVO, 3 communes ont des charges vis à vis du SMVO. A la demande de la Préfecture, au 1er/01/25, la T2L prend la compétence, il y aura donc transfert de charge, après vote du conseil. Puis il y aura l'eau en 2026 avec aller-retour vers le SIEP. Les communes en régie ont des charges. La CLECT devra faire un rapport et impacter les AC des communes concernées. C'est lourd à faire car il faut compulser les CA des communes. Le Président est J MOINEAUX et le VP D ROESER. La CLECT a proposé des pistes, elle doit donner ses avis avant le 15/02 car autrement cela ne sera pas pris en compte dans le budget. Il faudra établir un calendrier des compétences
J MOINEAUX présente la CLECT et rappelle que le rapport doit être adopté en conseil municipal avant le 18/12

- **TELETHON**

R SAUNIER explique que la T2L et l'office de tourisme organisent le téléthon 2024. Une réunion aura lieu le 30 septembre à 18h en mairie de Longuyon, salle Zola.
Il rappelle également qu'il va y avoir l'inauguration du tour des batailles

- **VOIRIE INTERCOMMUNALE et EP**

  D ROESER : je vous donne des nouvelles de mon lampadaire :il fonctionne toujours bien, jour et nuit
  J THOMAS : est ce que vous avez des nouvelles sur le fauchage. ?
  R JENNESSON : les nouvelles cartes des voiries sont réalisées. Je vois demain JACQUEMIN
  G BIANCHI : le CC6 de Grand Failly est terminé. La voirie a été reprise. Je regrette qu'on ne soit pas prévenus, par correction.
  R JENNESSON : on a tous un emploi du temps chargé. Les décisions se prennent rapidement. C'est ingérable de prévenir
  G BIANCHI : ils savent quand même donner un délai, un mail suffit, c'est tout
  R JENNESSON : c'est trop compliqué
  D ROESER : c'est regrettable. Nous n'avons pas le droit de poser des questions. Tu te fâches tout de suite.

- **ACCES DECHETTERIE**

  M FAIETA explique le flyer sur les conditions d'accès à la déchetterie. Il y aura 2 permanences pour Longuyon, les 10 et 12 décembre. Les personnes ayant des difficultés avec internet se feront aider par quelqu'un à la T2l

- **CONCERT STE AGATHE-** inauguration suite aux travaux

La séance est levée à 19H25

Le secrétaire de séance **Le Président**
JP JACQUE

